

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

15 juin 2021

PROPOSITION DE LOI

**modifiant le Code judiciaire
en ce qui concerne la mise en place
de juges d'instruction spécialisés
dans le trafic et la traite des êtres humains**

(déposée par M. Ben Segers)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

15 juni 2021

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek
wat betreft de instelling
van onderzoeksrechters gespecialiseerd
in mensenhandel en mensensmokkel**

(ingediend door de heer Ben Segers)

RÉSUMÉ

Afin de pouvoir lutter plus efficacement contre le trafic et la traite des êtres humains, cette proposition de loi vise à faire en sorte que des juges d'instruction soient spécialisés dans cette matière. Cette proposition entend ainsi assurer une plus grande spécialisation dans cette matière qui, au fil des ans, est devenue de plus en plus complexe, technique et internationale. Grâce à ce gain d'expertise, ces affaires pourront être traitées efficacement, effectivement et dans un délai raisonnable.

SAMENVATTING

Om mensenhandel en mensensmokkel efficiënter te kunnen aanpakken worden door het voorliggende voorstel onderzoeksrechters gespecialiseerd in deze materie ingesteld. Hiermee wil dit voorstel zorgen voor een grotere specialisatie in deze materie die doorheen de jaren steeds ingewikkelder, technischer en internationaler is geworden. Die grotere expertise moet ertoe leiden dat zaken efficiënt, effectief en binnen een redelijke termijn kwaliteitsvol worden afgehandeld.

04836

N-VA	: <i>Nieuw-Vlaamse Alliantie</i>
Ecolo-Groen	: <i>Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen</i>
PS	: <i>Parti Socialiste</i>
VB	: <i>Vlaams Belang</i>
MR	: <i>Mouvement Réformateur</i>
CD&V	: <i>Christen-Démocratique en Vlaams</i>
PVDA-PTB	: <i>Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique</i>
Open Vld	: <i>Open Vlaamse liberalen en democraten</i>
Vooruit	: <i>Vooruit</i>
cdH	: <i>centre démocrate Humaniste</i>
DéFI	: <i>Démocrate Fédéraliste Indépendant</i>
INDEP-ONAFH	: <i>Indépendant - Onafhankelijk</i>

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>	
DOC 55 0000/000	<i>Document de la 55^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi</i>
QRVA	<i>Questions et Réponses écrites</i>
CRIV	<i>Version provisoire du Compte Rendu Intégral</i>
CRABV	<i>Compte Rendu Analytique</i>
CRIV	<i>Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)</i>
PLEN	<i>Séance plénière</i>
COM	<i>Réunion de commission</i>
MOT	<i>Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)</i>

<i>Afkorting bij de nummering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	<i>Parlementair document van de 55^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>
QRVA	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
CRIV	<i>Voorlopige versie van het Integraal Verslag</i>
CRABV	<i>Beknopt Verslag</i>
CRIV	<i>Integraal Verslag, met links het defi nitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)</i>
PLEN	<i>Plenum</i>
COM	<i>Commissievergadering</i>
MOT	<i>Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)</i>

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

L'accord de gouvernement fédéral de 2020 accorde, à juste titre, une place prépondérante à la lutte contre la traite et le trafic des êtres humains. On y lit en effet:

"La lutte contre le trafic et la traite des êtres humains sera intensifiée. La lutte contre le trafic des êtres humains et contre l'exploitation économique dans ce cadre doit constituer une priorité politique absolue. À cet effet, des moyens suffisants sont prévus pour tous les services spécialisés, les magistrats, les services de police et d'inspection, etc. L'accent sera mis sur la détection et donc sur les contrôles sur le terrain. La lutte contre le trafic d'êtres humains passera par un investissement prioritaire dans la lutte contre les trafiquants et le démantèlement des réseaux.".

La présente proposition de loi entend contribuer à l'intensification de la lutte contre le trafic et la traite des êtres humains en renforçant l'expertise des juges d'instruction.

Elle vise, à cette fin, à faire en sorte que des juges d'instruction soient spécialisés dans cette matière afin de pouvoir lutter encore plus efficacement contre le trafic et la traite des êtres humains. La présente proposition entend ainsi assurer une plus grande spécialisation dans cette matière qui, au fil des ans, est devenue de plus en plus complexe, technique et internationale. Grâce à ce gain d'expertise, ces affaires pourront être traitées efficacement, effectivement et dans un délai raisonnable.

Il existe déjà aujourd'hui, au parquet comme à l'auditorat du travail, des magistrats de référence spécialisés dans le trafic et/ou la traite des êtres humains. Pour que le traitement de ces dossiers spécifiques soit ultérieurement mené à bien, il nous semble logique et nécessaire de prévoir également des juges d'instruction spécialisés dans le trafic et la traite des êtres humains.

Cette innovation permettra aussi de répondre à une évolution constatée sur le terrain, où nous observons en effet une tendance à une spécialisation de plus en plus grande. Dans les parquets et les tribunaux, la répartition des affaires entraîne déjà une grande spécialisation. En outre, dans les arrondissements judiciaires de Flandre-Occidentale et d'Anvers, par exemple, les affaires relatives au trafic et à la traite des êtres humains

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Het federaal regeerakkoord van 2020 kent de strijd tegen mensenhandel en mensensmokkel terecht een uiterst voorname plek toe. Zo stelt het hierover o.a.:

"De strijd tegen zowel mensenhandel als mensensmokkel wordt opgevoerd. De strijd tegen mensenhandel en tegen economische uitbuiting in dat kader moet een absolute beleidsprioriteit vormen. Hierbij horen voldoende middelen, voor alle gespecialiseerde diensten, magistraten, politie- en inspectiediensten, enz. De klemtouw ligt op detectie en dus op terreincontroles. Wat de strijd tegen mensensmokkel betreft wordt er prioritair ingezet op de strijd tegen smokkelaars en ontmanteling van netwerken.".

Het voorliggende wetsvoorstel wil ertoe bijdragen deze strijd tegen mensenhandel en mensensmokkel verder te kunnen opdrijven door een nog grotere expertise bij de onderzoeksrechters te verzekeren.

Om mensenhandel en mensensmokkel nog efficiënter te kunnen aanpakken worden daarom door het voorliggende voorstel onderzoeksrechters gespecialiseerd in deze materie ingesteld. Hiermee wil dit voorstel zorgen voor een grotere specialisatie in deze materie die doorheen de jaren steeds ingewikkelder, technischer en internationaler is geworden. Die grotere expertise zal er meteen ook toe leiden dat zaken efficiënt, effectief en binnen een redelijke termijn kwaliteitsvol zullen afgehandeld worden.

Vandaag bestaan er reeds referentiemagistraten bij zowel het parket als het arbeidsauditoraat, gespecialiseerd in mensenhandel en/of mensensmokkel. Voor een verdere goede afhandeling van deze specifieke dossiers is het logisch en noodzakelijk om ook te voorzien in onderzoeksrechters gespecialiseerd in mensenhandel en mensensmokkel.

Zo wordt meteen ook verder ingespeeld op een evolutie op het terrein. In de feiten zien we immers een tendens tot steeds meer specialisatie. Zaakverdelingsreglementen zorgen reeds voor grote specialisatie bij parketten en rechtbanken. En in de gerechtelijke arrondissementen West-Vlaanderen en Antwerpen bvb. komen zaken gerelateerd aan mensenhandel en mensensmokkel bovendien terecht in één enkele kamer van de correctionele

sont traitées par une seule et même chambre du tribunal correctionnel¹. Cette situation a également induit une plus grande spécialisation du (des) juge(s) saisi(s), de l'auditorat du travail et du parquet. En outre, les services de police et d'inspection unissent leurs efforts et mènent des contrôles multidisciplinaires pour s'attaquer à ce phénomène complexe.² Une spécialisation similaire nous semble également souhaitable dans le chef des juges d'instruction, car elle permettra de continuer à renforcer la dynamique amorcée.

Cette demande en faveur de la mise en place de juges d'instruction spécialisés trouve aussi écho au parquet fédéral. La magistrate fédérale Ann Lukowiak a ainsi qualifié le modèle ouest-flandrien d'exemple à suivre:

“En Flandre-Occidentale, ils ont été les premiers à centraliser les dossiers au niveau du parquet. Puis a été créée une chambre spécialisée du tribunal. L'étape suivante aurait dû concerter les juges d'instruction. En Flandre occidentale, toutes les enquêtes sont d'ores et déjà centralisées auprès des juges d'instruction à Bruges. C'est une très bonne chose en soi car cela permet de disposer d'une expertise à tous les niveaux. La Flandre-Occidentale est à la seule à procéder de la sorte dans notre pays. C'est l'exemple à suivre. Je constate dans le même temps que les jugements rendus en première instance sont généralement confirmés en appel, avec des peines qui sont même fréquemment alourdies.”³ (traduction)

Enfin, dans son rapport annuel de 2011, le rapporteur national en matière de traite et trafic d'êtres humains (à savoir Myria, qui s'appelait encore “Centre pour l'égalité des chances” à l'époque) plaide déjà pour la mise en place de juges d'instruction spécialisés dans la traite et le trafic des êtres humains:

“Grâce aux moyens d'instruction supplémentaires, les juges d'instruction peuvent jouer un rôle déterminant dans le succès du démantèlement de réseaux de traite des êtres humains. Certains juges d'instruction n'accordent pas suffisamment d'intérêt à la traite des êtres humains, ce qui peut parfois hypothéquer certaines instructions. C'est ce qui ressort de certains dossiers et d'entrevues avec des acteurs importants. Dans certains cas, il est question d'une vision insulaire. Ils ont parfois trop peu connaissance du phénomène et de l'impact de leurs décisions. Des dossiers restent parfois des

rechtbank.¹ Ook dat heeft geleid tot meer specialisatie in hoofde van de behandelende rechter(s), het arbeidsauditoraat en het parket. Politie- en inspectiediensten zijn de handen in elkaar gaan slaan en houden multidisciplinaire controles om deze complexe fenomenen aan te pakken.² Een dergelijke specialisatie is ook gewenst bij onderzoeksrechters en zal de geschatste dynamiek nog verder versterken.

Ook vanuit het federaal parket leeft de vraag voor dergelijke gespecialiseerde onderzoeksrechters. Zo noemde federaal magistraat Ann Lukowiak het West-Vlaamse model een te volgen voorbeeld:

“In West-Vlaanderen waren ze de eersten om de dossiers te centraliseren op het parket. Daar volgde een gespecialiseerde kamer van de rechtbank op. De volgende stap zouden de onderzoeksrechters geweest zijn. Nu al worden in West-Vlaanderen alle onderzoeken gecentraliseerd bij de onderzoeksrechters in Brugge. Dat is op zich een erg goede zaak want op alle niveaus heb je op die manier specialisatie. West-Vlaanderen is daar uniek in dit land. Het is een te volgen voorbeeld. Ik stel tegelijk vast dat de uitspraken in eerste aanleg daar meestal gevolgd worden in beroep, vaak zelfs met nog zwaardere straffen.”³

De nationale rapporteur mensenhandel en mensensmokkel (Myria, toen nog het Centrum voor Gelijkheid van Kansen) tot slot pleitte al in zijn jaarverslag van 2011 voor een systeem van in mensenhandel en mensensmokkel gespecialiseerde onderzoeksrechters:

“De onderzoeksrechters kunnen dankzij hun bijkomende onderzoeksmiddelen een bepalende rol spelen in het succesvol oprollen van mensenhandelnetwerken. Sommige onderzoeksrechters hebben onvoldoende belangstelling in mensenhandel, wat soms bepaalde onderzoeken kan hypothekeren. Dit blijkt uit bepaalde dossiers en gesprekken met sommige belangrijke actoren. Er is soms ook sprake van een ‘eilandperspectief’. Ze hebben soms te weinig kennis van het fenomeen en de gevolgen van hun beslissingen. Dossiers blijven soms jarenlang liggen. De noodzakelijke onderzoeksdaaden of

¹ Lorré, Jeroen, et al. *Mensenhandel En -Smokkel: De Weg Naar Een Eengemaakte Vervolging En Berechting*, Larcier, 2018.

² “Wij hebben een kanon met dubbele loop”, interview met Filiep Deketelaere en Bert Salembier door Bart Aerts, *Juristenkrant* nr. 375, 10 octobre 2018, p. 8-9.

³ “Men moet maar eens stoppen in vakjes te denken”, interview d'Ann Lukowiak par Dirk Leestmans, *Juristenkrant* nr. 391, p. 10-11.

¹ Lorré, Jeroen, et al. *Mensenhandel En -Smokkel: De Weg Naar Een Eengemaakte Vervolging En Berechting*, Larcier, 2018.

² “Wij hebben een kanon met dubbele loop”, interview met Filiep Deketelaere en Bert Salembier door Bart Aerts, *Juristenkrant* nr. 375, 10 oktober 2018, p. 8-9.

³ “Men moet maar eens stoppen in vakjes te denken”, interview met Ann Lukowiak par Dirk Leestmans, *Juristenkrant* nr. 391, blz. 10-11.

années durant en suspens. Les devoirs d'enquête ou arrestations nécessaires ne sont pas réalisés, ce qui a de grandes conséquences pour le sentiment de sécurité et la protection des victimes. Ou alors l'instruction ne vise qu'un prévenu, tandis que le reste du réseau n'est pas inquiété.”.

La présente proposition de loi entend dès lors renforcer davantage l'expertise en matière de traite et de trafic des êtres humains en mettant en place des juges d'instruction spécialisés dans ces matières.

arrestaties worden niet uitgevoerd wat grote gevolgen heeft voor het veiligheidsgevoel en de bescherming van de slachtoffers. Het onderzoek wordt slechts gericht op één beklaagde, terwijl de rest van het netwerk ongemoeid wordt gelaten.”.

Dit voorstel wil dan ook de expertise inzake mensenhandel en mensensmokkel verder vergroten door gespecialiseerde onderzoeksrechters in deze materie in te stellen.

Ben SEGERS (Vooruit)

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

Dans l'article 79 du Code judiciaire, remplacé par la loi du 18 juillet 1991 et modifié en dernier lieu par la loi du 17 février 2021, il est inséré, avant l'alinéa 6, qui formera l'alinéa 7, un nouvel alinéa 6 rédigé comme suit:

“Un ou plusieurs juges d'instruction désignés par le président du tribunal de première instance traitent prioritairement des infractions visées aux articles 433*quinquies* à 433*octies* du Code pénal et aux articles 77*bis* à 77*quinquies* de la loi de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.”.

30 avril 2021

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

In artikel 79 van het Gerechtelijk Wetboek, vervangen bij de wet van 18 juli 1991 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 17 februari 2021, wordt voor het zesde lid, dat het zevende lid zal vormen, een nieuw zesde lid ingevoegd, luidende:

“Een of meer door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg aangewezen onderzoeksrechters behandelen bij voorrang de zaken wegens inbreuk op de artikelen 433*quinquies* tot 433*octies* van het Strafwetboek en op de artikelen 77*bis* tot 77*quinquies* van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.”.

30 april 2021

Ben SEGERS (Vooruit)